INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 février 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont clôturé en ordre dispersé. L'indice CAC 40 a cédé 0,18% à 7 119,83 points, pénalisé par les baisses de Société Générale et TotalEnergie. L'EuroStoxx50 a fini à l'équilibre à 4 209,15 points. A Wall Street, la tendance est à la baisse avec un Dow Jones en repli de 0,55% et un Nasdaq Composite cédant 1,65% vers 17h45.
* Clôturant en légère baisse hier dans l'attente de l'intervention de Jerome Powell, les marchés ont été quelque peu rassurés ce jour par ses propos. Le président de la Fed a réaffirmé que le "processus de désinflation" était en cours en cours.
* Les Bourses européennes ont résisté tant bien que mal, bien que conscientes des limites de l'effet Powell.
* Ce mercredi, le président de la Fed de New York n'a rien apporté de nouveau à ce que Jerome Powell a déjà signifié. John Williams a tenu à rappeler que de nombreuses incertitudes demeurent sur les perspectives d'inflation et que des hausses de taux de 25 points de base semblent la meilleure option pour l'instant.
* Au chapitre des statistiques, l'emploi salarié du secteur privé en France est ressorti stable, au quatrième trimestre, avec 3 000 créations nettes d'emplois, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent ( +119 100 emplois).
* Aux États-Unis, les stocks de pétrole brut ont augmenté la semaine dernière de 2,423 millions de barils, au-dessous du consensus qui prévoyait une augmentation de 2,457 millions après une progression de 4,140 millions la semaine précédente.
* L'euro s'effrite de 0,05% à 1,0725 dollar en fin d'après-midi alors que les taux longs américains continuent de se tendre. Si Jerome Powell a indiqué hier que la lutte contre l’inflation prendrait du temps, les investisseurs sur les marchés actions ont surtout revenu qu’il s’attendait à ce que cette dernière recule de manière importante en 2022. " Il est peu probable que le marché des taux envisage la perspective d'une hausse plus notable du taux terminal (de 5,00 % à 5,25 %) tant que des données économiques convaincantes ne le justifieront pas " explique Commerzbank.

" Il est évident que cette possibilité ne se présentera pas avant la semaine prochaine, lorsque nous recevrons le rapport sur l'inflation de janvier ". A l'heure actuelle, les marchés anticipent un pic de taux de 5,1% en mai.

* Les cours du pétrole n’ont pas réagi à la publication des chiffres de l’évolution hebdomadaire des stocks américains. Le cours du baril de WTI gagne 0,80% à 77,76 dollars, soit son niveau juste avant 16h30. Selon l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), les stocks de pétrole brut ont augmenté de 2,423 millions de barils à 455,1 millions de barils, au-dessous du consensus qui prévoyait une hausse de 2,457 millions après une progression 4,140 millions la semaine précédente. Les stocks d'essence ont, pour leur part, augmenté de 5 millions de barils.

Le consensus anticipait une augmentation de seulement 1,27 million de barils.

Les stocks des produits distillés, dont le fioul domestique, ont gonflé de 2,9 millions de barils alors que le marché anticipait une hausse de 0,097 millions de barils.

* Entre fin septembre et fin décembre 2022, l’emploi salarié du secteur privé est ressorti stable : 0,0 % (soit 3 000 créations nettes d’emplois) après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent (soit +119 100 emplois). "Cette stabilité fait suite à sept trimestres consécutifs de nette hausse. L’emploi salarié privé excède son niveau d’un an auparavant de 1,5 % (soit +304 900 emplois) et celui d’avant la crise sanitaire (fin 2019) de 4,5 % (soit +888 000 emplois)", souligne l'Insee dans son communiqué.
* Le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,2% dans la zone OCDE au troisième trimestre 2022, soit la première hausse du revenu réel des ménages depuis le premier trimestre 2021. Le PIB réel par habitant a augmenté de 0,3% au troisième trimestre 2022, comme au deuxième trimestre. Les résultats en matière de revenu des ménages ont été contrastés dans la zone OCDE. Parmi les 21 pays pour lesquels des données sont disponibles, neuf ont enregistré une augmentation du revenu réel des ménages par habitant tandis que douze ont enregistré une baisse.

L'Autriche a connu la plus forte augmentation (+10,1%), les paiements associés à la réforme du gouvernement de la fiscalité environnementale et à l'aide au coût de la vie ayant stimulé les revenus des ménages.

Parmi les économies du G7 pour lesquelles des estimations sont disponibles, l'Allemagne, la France et l'Italie ont enregistré une croissance au troisième trimestre, la France ayant connu la plus forte augmentation à 0,8%. Cependant, le revenu réel des ménages par habitant a diminué au Canada et au Royaume-Uni et est resté stable aux États-Unis.

Le revenu réel des ménages par habitant a dépassé les niveaux d'avant la pandémie de COVID-19 au troisième trimestre 2022 dans tous les pays de l'OCDE.

**SOCIETES**

* Du côté des valeurs, le secteur bancaire est à l'affiche cette semaine. Après les résultats de BNP Paribas hier et avant ceux de Crédit Agricole demain, la Société Générale a déçu jusqu'à signer la plus forte baisse de l'indice parisien. Les investisseurs ont ainsi manifesté leur mécontentement à propos de la rémunération des actionnaires.
* L’action Société Générale (-5,03% à 2615 euros) a terminé à la dernière place du CAC40, les investisseurs marquant leur mécontentement à propos de la rémunération des actionnaires. La banque va distribuer environ 1,8 milliard d'euros à ses actionnaires. Cette distribution se divise en un dividende en numéraire de 1,70 euro par action et un programme de rachat d'actions d'environ 440 millions d'euros, équivalent à environ 0,55 euro par action. Le marché anticipait le versement d’un dividende de 1,79 euro et un programme de rachat d'actions de 800 millions d’euros, signale Jefferies.

La politique de Société Générale dans ce domaine consistait à distribuer 50% du résultat net part du groupe sous-jacent à ses actionnaires, ce qui n'est pas le cas pour 2022. Le résultat net part du groupe sous-jacent est ressorti à 5,616 milliards d'euros (+6,7%) pour l'année dernière.

" Cette distribution permet à la fois d'assurer une juste rémunération de l'actionnaire et de renforcer le ratio CET 1 du groupe " a expliqué Société Générale.

Cette dernière a terminé l'année avec un ratio de fonds propres durs (CET1) de 13,5%, en amélioration de 40 points de base sur le trimestre. Jefferies souligne qu'il est supérieur au consensus.

Cette rémunération des actionnaires moins généreuse que prévu jette une ombre sur une performance trimestrielle meilleure que prévu.

Si le résultat net part du groupe a chuté de 34,5% à 1,16 milliard d'euros au quatrième trimestre, il était cependant attendu à seulement 853 millions d'euros. Société Générale a été pénalisée par une forte hausse du coût du risque, qui mesure le niveau de provisions passées dans ses comptes pour risque de crédit. Il a été multiplié par 4,8 à 413 millions d'euros.

* TotalEnergies (-1,91% à 56,44 euros) a signé l'une des plus fortes baisses du CAC 40 malgré les solides résultats annoncés ce mercredi. Sur l'année 2022, il a généré un profit net record de 20,5 milliards de dollars (près de 19,5 milliards d'euros) en progression de 28%, après avoir atteint près de 18,2 milliards de dollars (17 milliards d'euros) de profits en 2021. Son bénéfice net ajusté a été multiplié par 2 à 36 milliards de dollars et l'Ebitda ajusté a bondi de 69% à 71,6 milliards de dollars.

A la faveur des tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine, TotalEnergies, à l'instar de tous les grands leaders mondiaux du pétrole et du gaz (Shell, ExxonMobil, BP, Chevron), a profité du niveau élevé des cours des hydrocarbures.

Au quatrième trimestre, TotalEnergies a bénéficié de prix d'hydrocarbures et de marges de raffinage élevés. Le groupe pétrolier a cependant vu son bénéfice net part du groupe chuter de 44% à 3,3 milliards de dollars. Il a été pénalisé par la déconsolidation de Novatek, qui s'est traduite par une dépréciation de 4,08 milliards de dollars. Le résultat net ajusté part du groupe a en revanche augmenté de 11% à 7,6 milliards de dollars. Barclays anticipait un résultat net ajusté supérieur de 12%.

Sa production d'hydrocarbures en hausse de 5% sur ce trimestre, a totalisé 2,812 millions de barils équivalent pétrole par jour, en repli de 2% sur un an.

Avec un résultat opérationnel net ajusté de 3,5 milliards de dollars et un cash-flow de 5 milliards de dollars sur ce trimestre, l'Exploration Production a fortement contribué au cash-flow de la compagnie avec 26 milliards de dollars en 2022.

* Uber est attendu en hausse de plus de 7% ce mercredi à Wall Street après la présentation des résultats en progression plus importante que prévu. Le chiffre d'affaires a augmenté de 49 % (+59 % à taux de change constant) en glissement annuel, pour atteindre 8,6 milliards de dollars, tandis que l’Ebitda ajusté ressort à 660 millions de dollars, contre un consensus de 593,06 millions et 86 millions d'euros, un an auparavant. Le résultat net s’est établi à 595 millions de dollars contre 892 millions l’année précédente, avec un bénéfice net par action de 0,33 dollar contre 0,46 dollar.

"Nous avons terminé l'année 2022 sur le trimestre le plus fort de notre histoire, avec une demande robuste et des marges record", a déclaré Dara Khosrowshahi, PDG d'Uber. "Notre dimension mondiale et les avantages uniques de notre plateforme nous placent en bonne position pour accélérer cette dynamique en 2023."

Pour le premier trimestre, Uber cible un Ebitda ajusté compris entre 660 et 700 millions de dollars. Cette prévision est supérieure au consensus de 593 millions de dollars.

* Amundi (+2,61% à 62,85 euros) a clôturé parmi les plus fortes progressions de l’indice SBF 120 : des commissions de performance plus élevées que prévu lui ont permis de dépasser les attentes au quatrième trimestre. Sur cette période, le gestionnaire d’actifs a fait état d’un résultat brut d’exploitation ajusté en repli de 6,9% à 378 millions d’euros, mais dépassant de 11% le consensus s’élevant à 359 millions d’euros. Les investisseurs attribuent principalement ces bons résultats à des commissions de performance bien supérieures aux attentes.

Si ces dernières ont reculé de 10,1% à 63 millions d'euros, les analystes anticipaient seulement 28 millions d'euros. Les revenus net du groupe ont pour leur part reculé de 0,4% à 790 millions d'euros.

Les brokers soulignent également le bon contrôle des coûts du gestionnaire d'actifs, dont il s'agit d'un des points forts. " Les coûts totaux s'élèvent à 412 millions d'euros sur le trimestre, soit 1% de mieux que le consensus de 416 millions d'euros ", signale Bank of America, qui met en avant les synergies liées à l'acquisition de Lyxor. " Un tiers des synergies de coûts, soit environ 20 millions d'euros sur l'année, et un quart environ des synergies de revenus ont été dégagées " a précisé Amundi.

* Herige, ex-VM Matériaux, a progressé de 2,27% à 36,10 euros à la Bourse de Paris. Le spécialiste de l'univers du bâtiment a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 792,9 millions d'euros, en croissance de 11,4% (+8,3% à périmètre comparable). La croissance sur le quatrième trimestre s'est élevée à 15,6% (+9,1% à périmètre comparable) et les revenus à 206,3 millions d'euros. " Cette évolution bénéficie d'un effet prix, grâce aux initiatives de performance mises en place, et également d'un effet volume/mix produits favorables " a précisé le groupe.

**ANALYSE**

* Quand le ministre de l'Economie Bruno Le Maire se félicite de la résilience de l'économie française, il occulte les pertes abyssales du commerce extérieur, un des marqueurs phares de la compétitivité du pays. En 2022, le déficit de la balance commerciale des biens a battu un record historique, dépassant pour la première fois les 160 milliards d'euros, à précisément 164 milliards, ont indiqué ce mardi les Douanes.

Ce chiffre a beau ne pas être une surprise, il est nettement supérieur aux 156 milliards d’euros de pertes anticipés par l'exécutif et près du double des 85 milliards enregistrés en 2021. Pour mémoire, le trou était inférieur à 60 milliards en 2019 avant l'épidémie de Covid-19.

En revanche, les échanges de services enregistrent un excédent record de 50 milliards d'euros, après 36 milliards en 2021, porté par le retour des touristes étrangers en France et la bonne santé du fret maritime et des services financiers. La balance des revenus affiche elle aussi un excédent de 31 milliards.

Au final, excédentaire en 2021, la balance courante de la France - qui comprend aussi les revenus des investissements directs à l'étranger - a néanmoins plongé dans le rouge l'an dernier.

Malgré un ralentissement du commerce mondial, les exportations hexagonales ont rebondi en valeur de 18 %. Cette hausse n'a toutefois pas compensé l'envolée des importations (+29 %), dont la valeur a été gonflée par la flambée des cours de l'énergie et la dépréciation de l'euro face au dollar, de 11 % en moyenne. In fine, 86 % de l'aggravation du déficit extérieur sur un an est liée à l'envol de la facture énergétique.

« Les coûts de l'énergie lissés sur un an ont doublé par rapport à 2021 », a rappelé ce mardi le ministre du Commerce extérieur et de l'Attractivité, Olivier Becht. Les achats de gaz, par exemple, ont été multipliés par 2,4. La France a également dû importer de l'électricité. Résultat, la facture énergétique est passée en un an de 45 milliards à 115 milliards d'euros.

Cette situation n'est pas spécifique à la France : elle touche tous ses voisins européens. Mais elle s'inscrit dans la continuité d'une dégradation régulière du commerce extérieur tricolore. En 2022, le déficit hors énergie s'est lui aussi aggravé. « Il explique près de la moitié du déficit de la balance des biens », a précisé Olivier Becht.

Des secteurs tels que la production agricole, les cosmétiques, la parfumerie ou la pharmacie ont certes enregistré une poussée de leurs ventes à l'étranger. En revanche, l'aéronautique, industrie clé à l'export, n'a pas retrouvé ses niveaux de ventes d'avant le Covid-19.

La contreperformance française s'explique toutefois surtout par l'effondrement de son industrie manufacturière tombée à 9 % du PIB en 2021 contre 18 % en 2000. « Vingt-cinq ans de désindustrialisation, cela se paie !  » a reconnu Olivier Becht. Tout en saluant la hausse du nombre de sociétés françaises exportatrices passées de 130.000 à 144.000, le ministre a aussi pointé la faiblesse des PME françaises à l'exportation.

« Si l'on compare par rapport à 2019, seule 60 % de la détérioration du déficit commercial en 2022 découle de l'énergie, 40 % provient de l'aggravation du déficit hors énergie, et la dégradation concerne toutes les branches de l'industrie », observe Olivier Redoules, économiste chez Rexecode. Dans des travaux récents, l'expert montre d'ailleurs qu'entre 2019 et 2022, la part des exportations françaises de biens dans le total de la zone euro a reculé de 0,9 point.

Olivier Redoules estime toutefois qu'une amélioration est possible cette année : « Le déficit commercial hors énergie pourrait se réduire en 2023, estime-t-il. Les ventes d'aéronautique et d'automobile devraient rebondir avec l'atténuation des contraintes pesant sur la production. Par ailleurs, les nouvelles conjoncturelles sont plutôt positives ». Pour le reste « la situation est trop incertaine et dépendra de l'évolution du contexte énergétique ». Dans sa loi de finances pour 2023, Bercy table en tout cas sur un déficit commercial toujours très élevé de 154 milliards d'euros cette année.

**L’AGENDA DU 9 février 2023**

**8h00 en Allemagne**
Inflation en janvier

**14h30 aux Etats-Unis**
Inscriptions hebdomadaires au chômage

**16h30 aux Etats-Unis**
Evolution hebdomadaire des stocks de gaz